

RÉCIT. Affaire Bétharram : la parole se libère, des collectifs de victimes de plus en plus nombreux



Une action choc a eu lieu devant le collège-lycée de Bétharram, où l'association Mouv Enfants a dénoncé 50 ans de silence sur les violences sexuelles présumées à Lestelle Bétharram le 12 février 2024. Hans Lucas via AFP

Le Premier ministre François Bayrou sera auditionné ce mercredi 14 mai par la commission d'enquête parlementaire, afin d'éclaircir ce qu'il savait des châtiments et des viols survenus à Notre-Dame-de-Bétharram. L'affaire a pris une dimension politique. Elle a surtout permis de briser l'omerta dans de nombreux établissements privés catholiques. Des collectifs de victimes se sont constitués dans tout le pays.

Sur les vieilles photos de classes, les adolescents sourient. Mais derrière ces mines réjouies se cachent, pour certains de ces élèves, de profonds traumatismes liés à une des grandes affaires pédocriminelles de ces dernières années en France.

Tous ces clichés sont partagés sur un groupe Facebook : « Les anciens du collège et lycée de Bétharram, victimes de l'institution ». En couleurs ou en noir et blanc, ils illustrent les récits d'adultes hantés par « **les volées de coups** », les punitions « **humiliantes** ». Et parfois des viols, [commis par des laïcs ou des religieux dans les dortoirs de l'internat](#). Voilà plus d'un an que cette page a été créée par Alain Esquerre, 53 ans, autrefois scolarisé dans l'établissement privé catholique des [Pyrénées-Atlantiques](#). Son but : « **que la parole se libère** ».

Une vague de témoignages

Objectif atteint. Aujourd'hui, ce Béarnais a déjà transmis plus de 200 plaintes à la justice pour des sévices commis des années 1950 à l'orée des années 2000. Et si le parquet de [Pau](#) a ouvert une enquête depuis janvier 2024, le séisme médiatique de l'affaire Bétharram a provoqué une onde de choc qui a retenti bien au-delà de la [Nouvelle-Aquitaine](#). En [Bretagne](#), dans le [Pas-de-Calais](#), en région parisienne... de nombreux collectifs de victimes ont vu le jour, observe la députée Renaissance Violette Spillebout : « **Les plaintes se multiplient, ce qui permet d'ouvrir des actions judiciaires** », se réjouissait le 10 avril la co-rapporteuse de la commission d'enquête parlementaire sur les violences en milieu scolaire. Ce jour-là, elle avait dressé un premier bilan des travaux menés depuis février avec son homologue de [La France insoumise](#), Paul Vannier.

Lire aussi : [Contrôle des écoles privées, violences à Bétharram, omerta... Ce que révèle la commission d'enquête](#)

Trois semaines plus tôt à [l'Assemblée nationale](#), les parlementaires avaient auditionné une délégation de huit anciens élèves issus de différents établissements privés de l'Hexagone. Constance Bertrand avait fait le déplacement pour « **briser l'omerta** ». Dans les [Hauts-de-Seine](#), elle a été la cible « **du harcèlement sexuel d'un surveillant** » en classe de 5e.

Depuis début mars, Constance Bertrand recueille un flot de sombres souvenirs sur le groupe « Témoignages Institution Saint-Dominique de [Neuilly](#) », qui rassemble près de mille membres. « **Ils dénoncent les agissements d'une maîtresse sadique, d'un frère condamné pour détention d'images pédopornographiques, d'un censeur accusé de viol**, énumère la Francilienne. **À Saint-Do, on est dans la droite lignée de Bétharram. En croisant les infos avec leur collectif, on a remarqué qu'un de leurs ex-surveillants a aussi sévi chez nous.** »

Accusé d'agressions sexuelles par d'anciens élèves béarnais [qui le surnommaient « Cheval »](#), cet homme a été responsable d'au moins un autre établissement de l'Enseignement catholique. En février, il avait été placé en garde à vue dans le dossier Bétharram. Laisse libre, il n'est visé par aucune poursuite judiciaire, en raison de la prescription des faits. Mais ces infor-

mations circulent sur les différents groupes de victimes. En ce début d'année 2025, *via* un un groupe Whatsapp « collectif de collectifs », leurs représentants ont tenté d'unir leurs forces. « **Pour se soutenir et se donner des conseils sur les démarches à entreprendre** », témoigne Gilles Parent, 63 ans. Dans le Pays basque, ce dernier a créé deux groupes à lui seul.

Un #MeToo scolaire

Alors qu'il subissait « **des fessées et de lourds coups de règles** » en primaire, le sexagénaire se souvient qu'il s'était confié à son père. Mais face « **à son manque de réaction** », l'adolescent avait préféré taire les violences qu'il avait essuyées en intégrant le collège Saint-François Xavier d'Ustaritz ([Pyrénées-Atlantiques](#)). Un établissement dont la sévérité était « **connue de toute la région** ». Un demi-siècle plus tard, le bibliothécaire vit cette libération de la parole comme une thérapie : « **Ça fait du bien. Avec le recul, je comprends mieux certains de mes problèmes de santé.** »

Comme lui, ils sont nombreux à ressentir le besoin de témoigner, même si plusieurs décennies ont passé. « **Pourtant à l'époque, les enfants parlaient déjà. Mais les adultes ne dénonçaient pas** », remarque Constance Bertrand, de [Neuilly](#). « **Comment est-ce possible d'avoir laissé des gens abîmés pendant autant de temps ?** », s'interroge-t-elle aujourd'hui. « **Certaines victimes ont parlé d'un #MeeToo scolaire. Les violences sur les enfants sont massives** », observe le député [LFI](#) Paul Vannier. « **I l n'y a pas que dans le privé catholique que de telles violences étaient commises** », insiste de son côté le basque Gilles Parent, qui avait reçu les premiers coups dans une école publique d'[Anglet](#).

« La violence ? Les profs étaient recrutés pour ça »

Didier Vinson, un comédien scénariste de 60 ans qui a grandi en [Bretagne](#), remarque toutefois : « **les châtimements corporels étaient systémiques dans le privé catholique** ». Ce que conteste le secrétaire général de l'Enseignement catholique : « **Il ne s'agit pas d'un problème systémique, de telles violences sont malheureusement commises dans tous les milieux** », commentait Philippe Delorme dans une interview à *Ouest-France* en février. Il reconnaissait néanmoins : « **Trop souvent, par le passé, les élèves n'ont pas été entendus, soit par volonté de protéger l'institution, soit pour protéger des personnes.** »

« **La presse et les politiques se concentrent sur les agressions sexuelles et les viols. Mais les violences physiques sont le point commun de toutes ces affaires**, poursuit Didier Vinson, qui vit maintenant à [Paris](#). **Malheureusement, aucune réparation n'est prévue pour ces violences éducatives, ne serait-ce qu'un accompagnement psychologique.** » Tandis que les victimes de violences sexuelles commises dans ce type d'institution religieuse peuvent, elles, se tourner [vers la Commission reconnaissance et réparation](#) (CRR), notamment.

Lire aussi : [Affaire Bétharram. Pourquoi les châtiments corporels ont perduré dans des écoles privées catholiques](#)

Alors, avec son groupe d'anciens d'un collège finistérien autrefois appelé Saint-Pierre du Relecq-Kerhuon, Didier Vinson « **continue la lutte** ». Leur but : faire reconnaître aux yeux de la Justice « **les coups et les insultes** » auxquelles se livraient leurs professeurs durant les années 70. « **Ils étaient recrutés pour ça, c'était le projet pédagogique. Je suis entré cancre et ressorti bon élève, car j'en avais marre d'être frappé**, confie le sexagénaire. **Pour le moment, seule une enquête préliminaire a été ouverte. Notre espoir, c'est que la commission d'enquête parlementaire fasse bouger les lignes.** »

François Bayrou auditionné mercredi

Il compte moins sur l'hypothétique création d'un « Office national de prévention et de contrôle des établissements scolaires ». Une idée du porte-parole des victimes de Bétharram, Alain Esquerre, évoquée en mars auprès du Premier ministre François Bayrou. Embourbé dans cette affaire, lui aussi sera auditionné ce mercredi 14 mai par les co-rapporteurs de la commission d'enquête : l'ancien ministre de l'Éducation (1993-1997) [dément toujours avoir été au courant des violences](#) survenues dans l'établissement du Béarn, où étaient scolarisés ses enfants.

La semaine passée, *Le Canard enchaîné* écrivait que cette « **proximité** » entre le chef du gouvernement et Alain Esquerre aurait fait naître quelques tensions au sein du « collectif des collectifs ». Plutôt que de parler de ces querelles intestines, Constance Bertrand préfère se concentrer sur les bénéfices des efforts livrés pour les victimes. « **Le témoignage d'une femme m'a bouleversée. Elle s'est libérée et ressentait enfin le droit d'exister**, se réjouit celle qui vit toujours près de son ancien collègue à [Neuilly-sur-Seine](#). **On espère surtout qu'après ces révélations, plus aucun enfant n'aura à subir ce qu'on a vécu.** »

Johan BESCOND.